

Et si on pariait sur ...la parité foncière !

Plaidoyer pour une citoyenneté active en vue d'une effectivité des droits pour l'accès des femmes à la terre au Sénégal.



**CONTEXTE
DE L'ÉTUDE**
..... page 3



**JUSTIFICATION
DE LA
RECHERCHE-
ACTION**
..... page 4



**ÉLÉMENTS
SAILLANTS
DES RÉSULTATS
DE L'ÉTUDE**
..... page 4

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans les zones rurales d'Afrique de l'Ouest, les femmes font partie des groupes les plus vulnérables sur le plan foncier, c'est-à-dire des acteurs qui se caractérisent par la précarité de leurs droits d'exploitation des ressources naturelles. Sans remettre en cause ce constat, il convient de mentionner qu'une analyse plus fine des dynamiques locales permet de se rendre compte que les groupes dits vulnérables ne constituent pas des couches et catégories sociales aussi homogènes qu'on le prétend¹. Les recherches qui ont été effectuées dans plusieurs pays ouest africains montrent que dans leur grande majorité, les femmes rurales sont victimes d'une grande vulnérabilité foncière, à cause de deux facteurs principaux : (i) la prééminence de fait du droit coutumier sur le droit moderne² (ce qui tend à limiter la portée de la consécration du principe juridique de l'égalité des sexes affirmé dans les Constitutions et les législations foncières nationales) ; et (ii) les pesanteurs socio-culturelles.

¹ L'insécurité foncière n'affecte pas de la même manière toutes les femmes. Elle touche plus durement les femmes qui appartiennent aux ménages ruraux les plus pauvres, notamment ceux qui éprouvent des difficultés d'accès à la terre (parcelle exiguë, perte de terre par la vente ou la mise en gage des parcelles, etc.). En revanche, certaines femmes parviennent à accéder à la terre par la location ou l'achat de parcelles.

² Dans le cas spécifique de la vallée du fleuve Sénégal, élu local rencontré à Ogo, (région de Matam) précise que : « dans chaque village, c'est le chef de village et les notables qui se réunissent conformément à la tradition pour partager les terres. Quand quelqu'un veut obtenir une parcelle pour cultiver, il doit s'adresser au chef de village. C'est seulement lorsqu'il y a une dispute autour des questions foncières, que le conseil rural se déplace pour régler le différend » (source : enquête GRAFOSEN, février 2010).

Plus qu'une entorse à la promotion effective des droits humains, la privation des droits fonciers des femmes constitue un obstacle majeur à la réalisation du développement humain durable. C'est cela qui a motivé l'engagement conjoint d'Enda Pronat et de ses partenaires à réaliser une recherche-action portant sur la thématique de « l'amélioration et la sécurisation de l'accès des femmes au foncier au Sénégal ». Cette diversité d'acteurs s'est retrouvée dans un groupe de recherche appelé GRAFOSEN (Groupe de Recherche-Action sur l'accès des Femmes au Foncier au Sénégal).

Le présent document constitue une note d'orientation politique quicible en priorité les décideurs politiques (Départements ministériels, Parlement, Sénat et collectivités locales) et les chefs coutumiers et religieux dans la mesure où jusqu'à présent, ce sont eux qui détiennent la gouvernance des terres malgré les lois institutionnelles.

La recherche-action qui a été coordonnée par Enda Pronat s'est appuyée sur une démarche méthodologique novatrice, consistant à mutualiser les compétences et les expériences d'organisations de base et de la société civile (Fédérations des agro-pasteurs de Diender, WOOBIN de Keur Moussa, Yakaar Niani Wuli de Tambacounda et Ngatamare Tooro de la Vallée du fleuve Sénégal) du RADI, du centre islamique Ali Imran, d'institutions de formation et de recherche (UCAD/LARTES, UGB/GESTES), des médiats, des programmes d'appui au développement rural, des personnes ressources (chefs

« Dans notre pays, le rapport entre l'Homme et la terre est un rapport particulier. Mais dans ce rapport particulier, le rapport entre la femme et la terre dans la famille est encore un rapport beaucoup plus particulier. Toute réflexion, toute réforme sur le sujet ne doit pas simplement convoquer des connaissances techniques ; c'est-à-dire des compétences législatives au sens technique du terme. Toute réflexion sur le thème ne doit pas convoquer simplement des considérations économiques. On a aujourd'hui l'habitude de considérer la terre comme n'importe quel facteur de production et le rapport qu'on doit entretenir avec ce facteur de production c'est simplement des rapports de rentabilité. Je crois que pour nos sociétés, il ne peut en être ainsi et pourtant, et pourtant, nous sommes aussi obligés de réfléchir pour trouver les réponses les plus appropriées pour concilier l'ensemble des préoccupations et l'ensemble des considérations nécessaires aussi au développement de nos pays. C'est pourquoi, ce sujet doit être abordé avec sérieux »

Pr. Serigne Diop,
Médiateur de la République
du Sénégal et Président de
la Commission Nationale de
Réforme du Droit à la Terre.

D'une manière plus globale, l'étude du GRAFOSEN réalisée en 2010, a révélé que le problème de l'accès des femmes au foncier s'inscrit dans la question plus large de la gestion foncière au Sénégal. Au-delà des femmes, cette question touche toutes les catégories sociales, et inquiète particulièrement les petits producteurs.

En dépit de l'ouverture positive de la LOASP pour l'agriculture paysanne, ces dernières années l'Etat a adopté une démarche qui met l'accent sur l'appui aux investisseurs privés dans le cadre des transactions foncières. Ainsi, l'Etat a impulsé un processus de transfert massif de terres des producteurs ruraux vers les entrepreneurs agricoles, en utilisant différents leviers (Plan REVA, APIX, GOANA et projets de promotion du partenariat public/privé).

³ La recherche-action a été exécutée en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et le projet Dimitra de la FAO.

Les discussions qui ont eu lieu lors de la rencontre entre GRAFOSEN et l'Union des Associations des Elus Locaux (UAEL)⁵ ont montré qu'en majorité, les familles paysannes perçoivent de façon négative la présence d'entrepreneurs agricoles dans leurs zones. Pour elles, l'accaparement des terres par « *les nouveaux acteurs* » est un facteur de déstructuration du tissu social en milieu rural. De leur point de vue, c'est surtout au niveau de la production et de la commercialisation qu'elles subissent le préjudice le plus important. Les entreprises agricoles produisent une grande quantité de légumes et inondent les marchés urbains ; ce qui entraîne une baisse des prix et une perte énorme de revenus pour les exploitations paysannes familiales. De façon globale, la concurrence entre les exploitations familiales et les opérateurs agricoles, porte sur l'accès à certains facteurs de production stratégiques comme le foncier, l'eau, la main-d'œuvre et les intrants agricoles.

⁴ Initiative Prospective Agricole et Rurale, 2011. Réforme foncière et sécurisation des exploitations familiales. Notes de synthèse.

⁵ Cette rencontre a eu lieu le 05 juillet 2011 à la Maison des Elus Locaux, sise place de l'Indépendance à Dakar.

*A cause d'une
planification inadaptée
de l'utilisation foncière,
cette situation a
entraîné dans bien des
cas, la perte des terres
agricoles familiales et
leur détournement vers
d'autres usages.*

[illegible]

Dans un pays à vocation agricole dans lequel 51% de la population est féminine et 17% des chefs de ménages sont des femmes, la persistance des inégalités de genre en matière foncière est un obstacle majeur au développement. C'est donc un problème de justice sociale fortement chevillé à des objectifs de développement dans un contexte où la garantie d'un accès équitable à la terre et aux ressources naturelles détermine, dans une large mesure les conditions de vie des populations rurales.

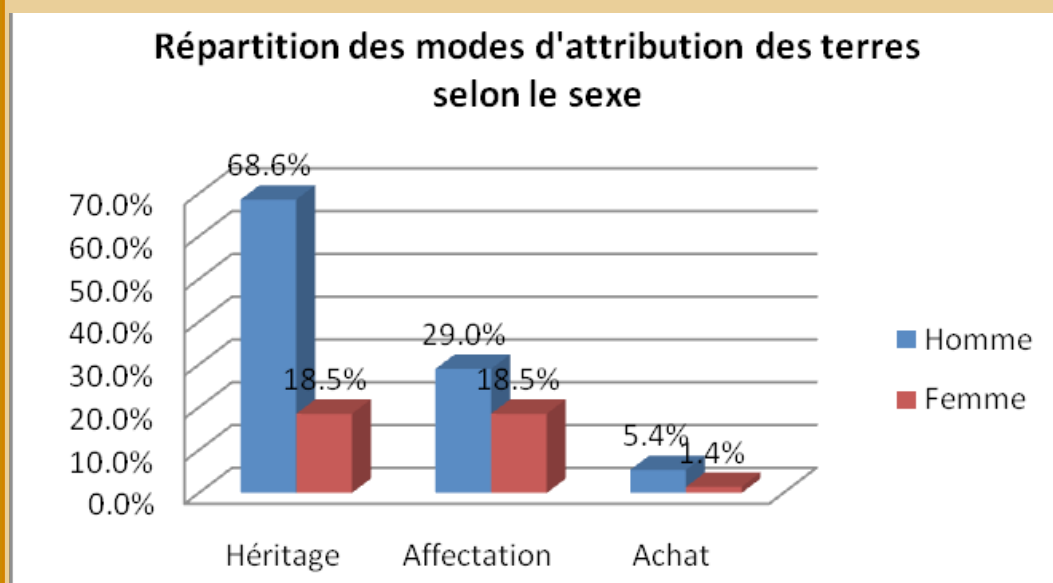
3.1 DES RÉPONSES PUBLIQUES INSUFFISANTES

Malgré l'existence de textes législatifs nationaux (en particulier la Loi 64-46 du 17 juin 1964 sur le Domaine national et Loi d'orientation agro-sylvopastorale), la volonté d'améliorer la gouvernance foncière et de reconnaître les droits locaux des

populations dans une politique foncière cohérente est entravée par la concentration du pouvoir de contrôle sur les terres entre les mains de l'Etat. Bien que la politique de décentralisation ait été impulsée depuis plusieurs décennies, sa mise en œuvre effective est entravée à cause de la faiblesse des ressources humaines et financières dont disposent les collectivités locales. En dépit du transfert de compétence aux communautés rurales en matière de gestion foncière, l'Etat continue à jouer un rôle majeur et utilise tous les subterfuges possibles pour reprendre le contrôle des terres (instructions données par le Président de la République aux communautés rurales en matière d'affectation des terres dans le cadre de la GOANA, éviction des présidents de communautés membres des partis politiques d'opposition par des procédures de mise en place de délégations spéciales, élaboration d'une proposition de réforme foncière qui préconise la privatisation des terres au profit de l'Etat).

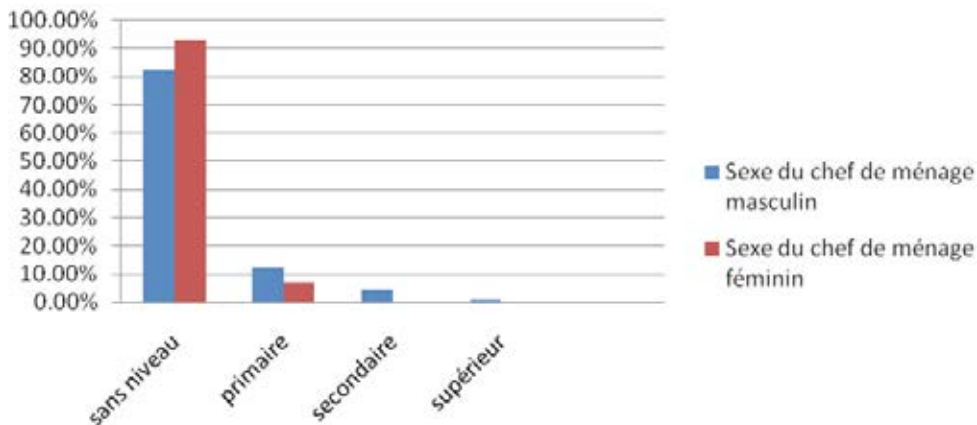
Abstract

*Productrice à Keur Moussa,
région de Thiès*



Source : Etude GRAFOSEN 2010

Niveau d'instruction selon le sexe du CM



3.2 LES INÉGALITÉS FONCIÈRES ENTRE HOMMES ET FEMMES : LA PAROLE AUX CHIFFRES !

Les résultats de l'étude montrent clairement que les femmes n'ont pas un accès facile au foncier dans plusieurs régions du pays :

- sur 100 femmes interrogées en milieu rural, seules 23 possèdent individuellement des terres ;
- sur 100 femmes de la zone des Niayes, 42 femmes possèdent des terres ;
- sur 100 femmes de la zone de la vallée du fleuve Sénégal, 23 femmes possèdent des terres ;
- sur 100 femmes de la zone de Tambacounda, 4 femmes possèdent des terres.

Les femmes sont victimes des dispositions coutumières en général et des règles successorales en particulier. Deux tiers des hommes disent avoir hérité de leurs parents les terres qu'ils possèdent. En ce qui concerne les femmes, cette proportion est de moins d'un cinquième.

« Les pratiques foncières actuelles sont héritées de la tradition. Une femme ne peut

hériter des terres laissées par ses parents. Ces terres reviennent à ses frères. On pense que la femme est appelée à se marier et par conséquent à rejoindre une autre famille. C'est pour cette raison qu'elle ne peut avoir des terres dans sa famille d'origine. C'est très mal vu par la communauté qu'une femme réclame sa part d'héritage en ce qui concerne la terre ou bien qu'elle en vienne à se disputer avec des hommes pour avoir des terres. En revanche, si elle veut cultiver, elle peut demander une parcelle aux hommes. Cette pratique n'est pas liée à la religion, mais plutôt à la tradition⁶». (un chef religieux à Keur Seg, région de Thiès).

Les femmes organisées en association et/ou présentes dans les fédérations paysannes semblent avoir plus de facilités que celles qui n'appartiennent pas à des cadres organisationnels. Sur 100 femmes qui sont membres des organisations et associations

⁶ En ce qui concerne l'héritage, les lois islamiques sont assez complexes. En règle générale, les filles reçoivent la moitié de la part allouée aux garçons.



|||||

Si les femmes restent les principales victimes dans la répartition foncière, celles originaires de la zone des Niayes semblent plus lésées que toutes, à cause, de la pression foncière qui est plus forte dans ces zones en lien avec le potentiel hydro agricole et l'urbanisation.

|||||



communautaires de base, 27 possèdent individuellement des terres, contre 73 qui n'en possèdent pas. Si l'on considère 100 femmes qui ne sont pas membres d'une structure organisationnelle, 22 possèdent individuellement des terres, contre 78 qui n'en possèdent pas.

Les inégalités qui frappent les femmes sont en partie liées au fait qu'elles ont une connaissance limitée du système foncier en vigueur dans le pays. **La faiblesse du niveau d'instruction des femmes** (mais aussi des hommes) est l'un des principaux éléments que les gens évoquent pour expliquer leur faible accès à la terre. Dans la plupart des zones rurales sénégalaises les femmes ne peuvent pas revendiquer valablement leurs droits fonciers parce qu'elles ne maîtrisent ni les lois foncières, ni les procédures administratives devant aboutir à l'obtention d'une délibération par le conseil rural.

Le poids de la pression sociale et des idéologies véhiculées à travers le système éducatif amène les femmes à déclarer que l'iniquité en matière foncière et la vulnérabilité qui les frappe sont en soi quelque chose de normal.

« Franchement nous ne savions pas que les femmes peuvent faire des demandes auprès du conseil rural et avoir des terres en leur propre nom. Nous pensions que la terre appartient seulement à nos maris, et que c'est à eux que nous devons nous adresser pour en avoir ».
(Femme productrice, Méréto, région de Tambacounda).

- sur 100 femmes enquêtées dans la zone des Niayes, 80 déclarent que leur vulnérabilité en matière foncière est un phénomène normal ;
- sur 100 femmes enquêtées dans la zone de la vallée du Fleuve, 66 considèrent que leur vulnérabilité en matière foncière est un phénomène normal ;
- sur 100 femmes enquêtées dans la zone de Tambacounda, 27 estiment que leur vulnérabilité en matière foncière est un phénomène normal.

3.3 LES BONNES PRATIQUES À PROMOUVOIR

A partir de 1998, Enda-Pronat a commencé à organiser des ateliers d'information, d'échanges et de sensibilisation au niveau local, national et Sous-régional.

L'ensemble de ces actions, et plus particulièrement la sensibilisation au niveau local, a donné des résultats encourageants dans la zone des Niayes. Désormais, les femmes exigent leur part d'héritage selon la Loi Islamique (1/3 des terres du père). Nombreuses, sont celles aussi qui font des demandes auprès du Conseil Rural. D'autres ont intégré les postes de décision et commencent à se faire entendre au sein des OP et des communautés. C'est d'ailleurs à partir de là que le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal a été créé et qu'il a pu porter des actions similaires dans d'autres zones comme au Sénégal Oriental et dans la Vallée du fleuve Sénégal.

Enfin, parmi les résultats importants : les hommes reconnaissent désormais qu'ils

« Dans la vallée du Fleuve Sénégal, la terre constitue un bien commun pour des lignées familiales, toute personne issue de cette famille a droit, à l'exploitation d'où le système de NDiowani. De ce fait, ces pratiques ne ferment pas la porte aux femmes dans les périmètres aménagés au sein d'un village, ou chacune pourrait avoir sa part »

Coordonnatrice
Enda Pronat

En s'intéressant aux expériences réussies de sécurisation foncière pour les femmes, la recherche-action cherche à convaincre les décideurs politiques que l'objectif de sécurisation des droits fonciers des femmes peut être atteint, si l'on parvient à démultiplier les expériences probantes.

- le coaching des femmes élues pour la prise en compte des intérêts des femmes au niveau des instances de décision ;
- la formulation de demandes collectives de terres par les femmes, surtout lorsqu'elles appartiennent à des cadres organisationnels (mais cela présente des limites car les superficies sont généralement insuffisantes) ;
- l'intégration des femmes qui sont des élues locales dans les commissions domaniales ;
- la démultiplication des sessions de formation au profit des groupements de femmes.

On peut, cependant, actionner
sur divers leviers pour espérer

Genre, législation et pratiques foncières au Sénégal : une question... à débloquer

Feu Jacques FAYE, qui a participé à la conception de la recherche-action GRAFOSEN que nous citons parlait « d'une situation bloquée » pour montrer toute l'urgence de trouver les bonnes solutions au problème de l'accès des femmes à la terre en Afrique de l'Ouest.

Débloquer cette situation c'est travailler à l'autonomisation totale des populations rurales et des femmes et qui ne cessent de lutter pour un développement véritable au profit du plus grand nombre. L'étude GRAFOSEN et les débats engagés lors du processus participatif de la recherche-



Abstract

*DC du Ministère de la Culture,
du Genre et du Cadre de vie*

Abstract



Dans les Niayes et dans la région de Tambacounda, les femmes sont plus dépendantes de la terre où elles interviennent directement dans la production en cultivant.

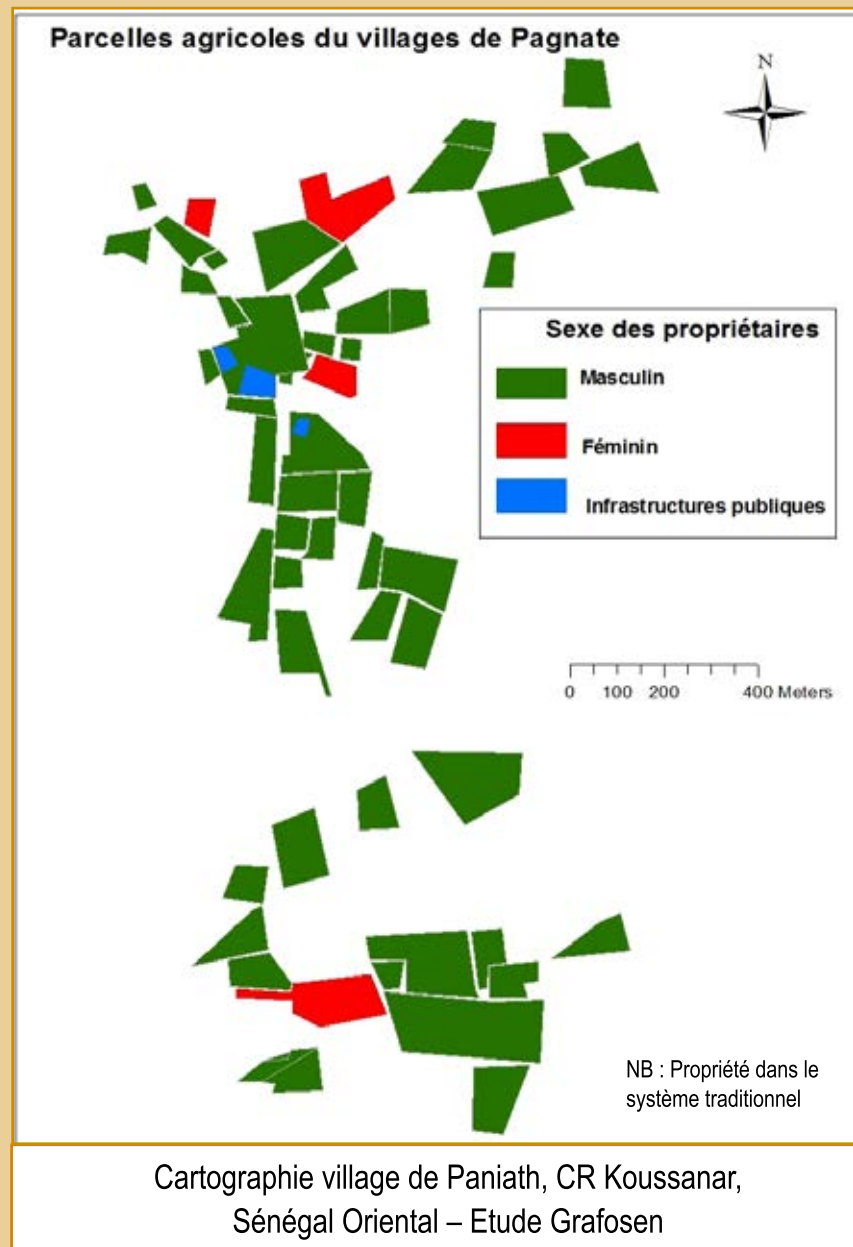


action ont permis d'investir quatre questions centrales sur lesquelles chevillent quatre axes d'interventions.

(I)- La question de l'information sur les droits d'accès des femmes à la terre

La gestion des ressources foncières qui a toujours été l'un des éléments essentiels des activités de la communauté varie selon les époques et les options politiques, elle est tributaire des traditions politiques et culturelles, note-t-on dans cette étude.

Les SIGp des différentes zones éco-géographiques ont ressorti une multitude informations issues d'observations, de discours permettant d'organiser, de reconstruire les logiques locales de répartition des ressources entre différents lignages, de localiser différents statuts fonciers et types d'ayant droits (propriétaires éminents, usagers) de révéler des formes d'exclusion, pour l'accès aux ressources. Les perspectives de cette expérience préfigurent une prise de conscience et davantage de transparence dans la gestion des ressources naturelles pour



un développement local mieux maîtrisé.

(II) - La question de l'application des textes de lois

Comme cela a été illustré par les débats qui ont suivi la communication sur l'état des lieux de la législation et des pratiques foncières au Sénégal, il existe un certain nombre de leviers importants sur lesquels on peut agir pour espérer changer les choses dans le bon sens. Il faut veiller à :

- (i) vulgariser les lois foncières, (ii) rendre disponible l'information foncière notamment les données ventilées par sexe (terres disponibles, occupées, le nombre de demandes, la périodicité des réunions du conseil, (iii) procéder à un lobbying fort lors des réunions de délibération pour l'attribution des terres ; (iv) mener un plaidoyer pour l'application de la parité homme-femme pour l'accès à la terre. L'application de la parité n'est pas encore effective malgré le vote d'une loi la permettant de : (v) mettre en place des coproductrices du droit, former les personnes chargées de l'application des lois foncières (autorités décentralisées (élus) agents des Eaux et Forêts, magistrats, autorités administratives (préfets, sous préfet, gouverneurs) ; (vi) mettre en place des comités de suivi des demandes de terres des femmes rurales et des comités pour la sécurisation (pour que la détention ne soit pas menacée) ; (vii) donner la possibilité aux femmes rurales d'accéder aux instances de prises de décisions locales.

(III) - La question de la planification de la communication et des moyens du plaidoyer

La question de la mise en oeuvre des résultats de la recherche-action inclut la mise en place d'une démarche stratégique de communication dont on doit définir les cibles, indiquer les moyens et outils, selon, un canevas précis. Ces éléments, devant constituer la charpente d'un plan de communication devant entrer en ligne de compte dans l'opérationnalisation de cette stratégie.

(IV)- La question des responsabilités du communicateur social en genre et foncier

Se fondant sur le principe que l'approche de la communication pour le développement et celle du genre, associent les hommes et les femmes au processus de transformation de la société, renforcent leur pouvoir et leur accompagnement dans le cheminement de modification de leur quotidien, le rôle et les responsabilités des communicateurs et des communicatrices (au sens large du terme tel qu'exposé précédemment) se déclinent en une vaste palette d'attitudes et de comportement. Ces considérations sont inspirées du livre de Guy BESSETTE, ce chercheur en communication pour le développement pour qui : « Dans toutes les situations, il est très important d'accorder une attention particulière à la question du genre.



« Quand la presse arrive à faire la promotion de l'amélioration et de la sécurisation de l'accès des femmes au foncier, c'est dans tout le Sénégal, de manière arithmétique, qu'on verra un développement harmonieux... »

*Déclaration d'un Député
à l'Assemblée Nationale
du Sénégal*

5. **RECOMMANDATIONS**

« Pour permettre un accès des femmes à la terre, il faut initier une réforme foncière qui assure plus d'équité dans l'accès aux ressources foncières. La législation foncière existante ne protège pas suffisamment les petites exploitations agricoles face aux promoteurs immobiliers ».

5. RECOMMENDATIONS

L'analyse des contraintes qui entravent l'accès des femmes au foncier, permet d'identifier quelques pistes de solution qu'il importe d'explorer.

b) vulgariser les éléments constitutifs du système foncier pour permettre aux femmes de mener des débats informés sur la question foncière ;

Une Etude a été réalisée par enda Pronat en 2010, ci-dessous quelques chiffres :

- Le facteur qui risque d'aggraver l'accès des populations aux ressources, est le phénomène d'accaparement des terres, il faut donc lutter contre ce phénomène à travers un plaidoyer solide envers les décideurs et les élus locaux pour préparer un meilleur accès des femmes à la terre.

- c) informer les hommes et les femmes de leurs droits fonciers et outiller les femmes dans le domaine de la revendication de ces droits fonciers et de leur sécurisation ;
- d) faciliter l'accès à l'information foncière en favorisant la vulgarisation des textes en vigueur dans un langage accessible à tous (femmes et hommes) ;
- e) assurer la mise en œuvre effective de la Loi sur la parité dans tous les conseils ruraux et encourager la présence paritaire des femmes dans les commissions traitant de la question foncière ;
- f) encourager une plus grande représentativité des femmes dans les organisations communautaires de base ;
- g) orienter les investissements agricoles vers les petits producteurs, en particulier les femmes. ;
- h) mettre en place des mécanismes appropriés (mobilisation sociale, lobbying et comité de veille et d'alerte) pour garantir une réelle prise en compte des préoccupations des femmes dans le projet de réforme foncière qui est en cours de préparation ;
- i) développer des projets de recherche plus spécifiques sur différentes thématiques, notamment : (i) les bonnes pratiques foncières devant être diffusées largement ; (ii) les systèmes d'attribution alternatifs de terres ; (iii) la contribution des femmes dans la mise en œuvre des lois foncières ; et (iv) la mise au point d'outils modernes de gestion foncière (SIG/P, cartographie, etc.).



|||||

« En matière foncière, ce sont les politiques qu'il faut changer ; les comportements qu'il faut revoir, les attitudes des hommes vis-à-vis de la terre qu'il faut repenser ».

*Présidente GPF
à Rosso Béthio,
région de Saint-Louis*

|||||





« Franchement nous ne savions pas que les femmes peuvent faire des demandes auprès du conseil rural et avoir des terres en leur propre nom. Nous pensions que la terre appartient seulement à nos maris, et que c'est à eux que nous devons nous adresser pour en avoir ».

Femme productrice,
Méréto, région de
Tambacounda



enda Pronat
Equipe Protection Naturelle
Environnement et Développement du tiers monde
54, rue Carnot - BP : 3370 -
Tél : (221) 33 889 34 39/ 33 889 34 38
Fax : (221) 33 842 86 81 -
Email : pronat@enda.sn
Site web : www.endapronat.org
Site web : www.grafosen.org

IDRC
International Development
Research Centre



CRDI
Centre de recherches pour le
développement international



« L'accaparement des terres empoisonne la sécurité alimentaire des familles, ... c'est une nouvelle forme d'esclavage et de domination ».

Un Producteur
de la commune de Kayar,
région de Thiès

